

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

# AVANT GARDE

JEUNESSE

JOURNAL DE  
LA JEUNESSE  
COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE



Numéro 13 spécial - Supplément au N° 12

18 Mai 1968

Prix : 1 franc

Toute correspondance AVANT-GARDE JEUNESSE - B.P. 39-16 Paris

Abonnements 12 numéros : Pli ouvert : France, 11 F ; Etranger, 15 F ; Pli fermé : France, 19 F ; Etranger, 25 F ; Soutien, minimum, 20 F



« A l'époque de l'impérialisme, dans tous les domaines de la vie sociale, on voit s'accumuler des matières inflammables et se créer de nombreuses causes de conflits, de crise et d'aggravation de la lutte des classes. Nous ne savons pas, nous ne pouvons savoir — dans cette masse d'étincelles qui jaillissent maintenant de partout — quelle étincelle pourra allumer l'incendie dans le sens d'un éveil

particulier des masses. Aussi devons-nous mettre en action les principes communistes pour préparer tous les terrains, même les plus anciens, les plus amorphes, les plus stériles en apparence, sinon nous ne serons pas à la hauteur de notre tâche, nous serons exclusifs, nous ne prendrons pas possession de toutes les armes. »

(LENINE : « Maladie Infantile du Communisme »).

# LE RÉGIME EN QUESTION

La crise est ouverte. Le mouvement étudiant a joué au delà de toute espérance le rôle de détonateur à l'égard d'une classe ouvrière qui accumule depuis vingt ans les vexations et les désenchantements et souffre aujourd'hui de la récession économique.

En dressant des barricades, les étudiants ont brisé le jeu du légalisme qui n'est possible que par l'accord tacite des protagonistes. Ils ont mis au pied du mur le pouvoir qui a subi sa première défaite spectaculaire. Ils ont aussi mis à l'épreuve les forces démocratiques contraintes d'organiser les manifestations politiques qu'elles avaient jusque-là évitées.

Après le succès populaire du 13 mai, il devenait évident que les bouches allaient s'ouvrir, que les questions allaient être posées. Encouragés par la lutte des étudiants qui avaient jeté bas le mythe de l'invulnérabilité de la police, qui avait démasqué la pseudo-neutralité gouvernementale et dévoilé le caractère répressif de l'état de classe, chacun se sentait prêt à résister à toute oppression, à toute autorité, celle des bureaucraties incluses.

L'arrogance quotidienne du monde étudiant, l'assurance du moindre badaud, l'engagement de chacun sont des signes qui ne trompent pas. Pour les Vietnamiens la révolution est, selon Le Duan, une fête ; il est à tout le moins certain que tout grand enfantement populaire s'annonce par un joyeux déferlement d'énergie libérée.

On pouvait prévoir ce qui arrive. L'exemple était contagieux. On ne laisse pas impunément le drapeau rouge flotter sur la Sorbonne, l'Odéon et les facultés. Les enragés, c'est comme les lapins, ça prolifère, et le drapeau rouge a aujourd'hui gagné les usines Renault de Flins. Après Flins, Rouen, Le Mans, Le Havre, puis Billancourt. Renault, fer de lance de la classe ouvrière, ouvre la voie.

Désormais, le problème du pouvoir est posé et personne ne s'y trompe. Tous ceux qui, dans les restaurants, se taisent pour écouter les informations, tous les états-majors politiques qui se réunissent, tous sont conscients de la profondeur de la crise. Les perspectives sont enthousiasmantes, les dangers n'en sont pas moins énormes. Une bonne démocratie bourgeoise style quatrième n'aurait pas hésité à proposer des élections générales pour calmer la vindicte populaire. Mais l'Etat fort gaulliste, solution miracle de la bourgeoisie française au moment de la guerre d'Algérie, n'est pas disposé à voir son prestige ruiné aussi vite. Déjà des bruits ont couru : mobilisation des officiers de réserve, quadrillage de Paris, etc...

Les déclarations de Gorse et Pompidou ne sont pas moins éloquentes. Après avoir tendu une main réconciliatrice aux étudiants, il s'agit de mâter maintenant une « poignée d'enragés irréductibles », de « défendre la République », de « refuser l'anarchie » ; en bref, dit Pompidou, « le gouvernement fera son devoir, je vous de-

mande de l'aider ».

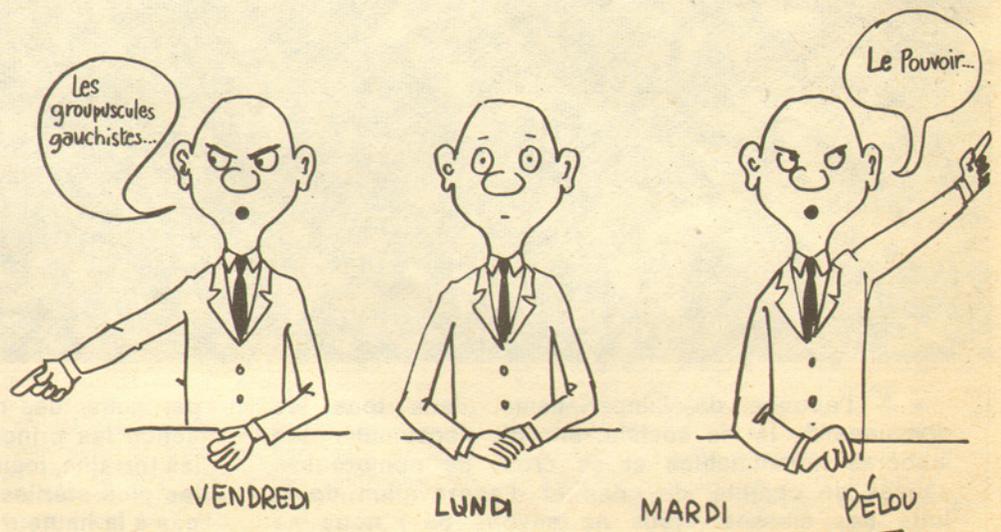
Cela veut dire en clair le recours très prochain à l'article 16 ; cela veut dire qu'après avoir espéré que le mouvement étudiant s'épuiserait de lui-même, maintenant que l'agitation gagne la classe ouvrière, il va falloir réprimer. Dans cette situation de difficultés économiques, alors qu'aucun parti de gauche n'est préparé (en ce qui concerne l'organisation, l'éducation des militants) à un tel affrontement, le danger d'accentuation du caractère policier du régime gaulliste, préfiguré par les événements de Grèce et confirmé par la situation allemande, ne fait aucun doute.

Chaque militant doit prendre en conséquence des mesures de sécurité. Cela veut dire en contre-partie que chaque militant doit, plus que jamais, poursuivre la lutte.

Il est certain que le mouvement qui se constitue aujourd'hui ne nous appartient plus. La classe ouvrière est entrée en scène. La lutte prend une dimension nouvelle. Le mouvement ne constitue pas en lui-même une force alternative au gaullisme ; il est même certain que si le régime s'ébranle lui succédera la brochette des « démocrates véritables ». Mais si les Mitterrand et les Waldeck arrivent au pouvoir non par un simple maquignonage parlementaire, mais au terme d'une puissante mobilisation extra-parlementaire, alors, en vérité, les drapeaux rouges qui flottent aujourd'hui sur les facultés et les usines n'auront été qu'un signe avant-coureur des luttes à venir. Alors, l'opération Waldeck-Mitterrand sera elle-même compromise.

**LA LUTTE CONTINUE !  
FOUCHET, GRIMAUD, DEMISSION !  
DE GAULLE A LA PORTE !**

**CONSTITUONS PARTOUT A LA BASE  
DES COMITES DE GREVE ET D'ACTION  
POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !**



## ALERTE !

Face au flot montant, bureaucraties et bourgeoisie défendent leurs acquis

### Entre la réforme...

« Le bureau politique met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure — notamment à l'occasion des manifestations auxquelles il n'est pas associé... »

« La C.G.T. : Faire échec aux Provocations. Cette entreprise (la manifestation à l'O.R.T.F.) prend l'allure d'une provocation qui ne peut que servir le pouvoir personnel ».

« Le mouvement de Cohn-Bendit, l'UNEF et le CAL appellent les travailleurs et les étudiants à se rendre ce soir à l'ORTF. Il est à peine besoin de dire que cette initiative a été prise en dehors des organisations de la classe ouvrière. La manifestation envisagée se présente dans des conditions susceptibles de donner au pouvoir gaulliste l'occasion inespérée de se livrer à de nouvelles violences et de porter des coups au mouvement des masses en plein développement. Les ouvriers et la jeunesse ne tomberont pas dans cette provocation. »

(Humanité - 17 mai - 1<sup>er</sup> page)

### ... et la Réaction,

Françaises, Français,

Une entreprise de subversion menace la France. Une minorité va tenter d'imposer sa loi. Aujourd'hui chacun est face à son devoir. Chacun de vous, homme, femme, jeune ou moins jeune, doit dans son milieu faire prévaloir la voix de la raison.

Chacun de vous doit se préparer à défendre son bien le plus précieux, la liberté.

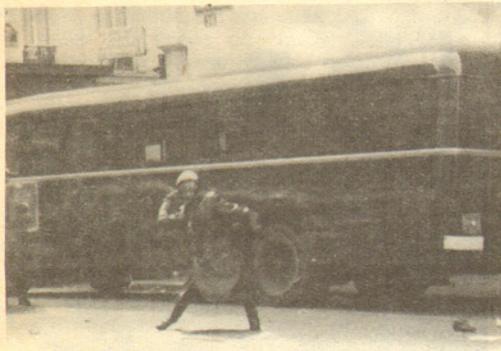
Nous sommes là pour vous aider.

C.D.R.

COMITES POUR LA  
DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

(Tract gaulliste distribué dans la nuit du 16 au 17)

### une Sainte Alliance ?



Photos Gérard Aimé

# A PROPOS DES EXAMENS

Les réformistes de tout poil ont enfourché le problème des examens et en ont fait leur cheval de bataille. Ils oublient que l'université n'est pas en crise universitaire mais en crise politique, ils oublient que ceux qui se sont battus résolument n'ont par larmoyé pour savoir s'ils seraient en état ou non de passer les examens. En l'occurrence toute démagogie ressassant la perte d'une année de travail frise l'indécence.

Nous sommes sans illusions sur les possibilités de réforme de l'université dans la société. Nous savons qu'un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre, il y aura à nouveau des examens. Le boycott ou la grève ne peuvent être qu'un recours extrême. Or, précisément, nous sommes en crise et en crise politique.

Nous refusons de passer des examens qui nous donnent le droit d'être les chiens de garde d'un régime dirigé par des assassins. Nous refusons de courir aux ordres des Fouchet et des Grimaud. Nous refusons de devenir, sous des formes subtiles, leurs auxiliaires en matière de répression.

Il n'y aura pas d'examens alors que ceux qui gazent et matraquent les étudiants sont encore au pouvoir. Et si le pouvoir fait, en

ces temps troublés, du passage des examens le symbole du maintien de l'ordre bourgeois, il n'y aura pas d'examens. Il n'y en aura pas tant que Fouchet et Grimaud n'ont pas démissionné.

Il en découle comme revendications complémentaires que :

- tous les sursis militaires, toutes les bourses et IPES seront maintenus pour tous les bénéficiaires à la rentrée 68.
- tous les étudiants, quoiqu'il arrive seront en fac l'an prochain.

Quant au lendemain de la crise tous les modernistes viendront pour parachever, sur les brèches par nous ouvertes l'application de la réforme Fouchet. Mais alors nous ferons en sorte que chacun se présente nanti de ces documents ; nous ferons en sorte qu'éclate le ridicule d'examens fondés sur l'encyclopédisme et la mémoire, qu'apparaisse l'inanité des critères grâce auxquels juristes et pédagogues taillent leur prestige dans la division sociale du travail. Nous imposerons qu'en toute matière les étudiants composent sur une question politique par eux choisie et votée. Nous ferons de l'université un lieu d'insécurité permanente pour la hiérarchie bourgeoise.

## L'AUTONOMIE POUR QUOI FAIRE ?

Suffit-il de se proclamer université autonome pour l'être ? A Nanterre, à Strasbourg, à la Sorbonne, on pourrait le croire. Mais autonome pourquoi faire ? Pour organiser le balayage des cours et le ravitaillement ? Ou bien comme le proposent certains organiser nous-mêmes (c'est-à-dire étudiants et professeurs) la gestion de l'université ? Apparemment voilà un but valable. Mais beaucoup d'étudiants ont trouvé, quand Peyrefitte a annoncé qu'il était d'accord pour « accorder » l'autonomie, que le cadeau avait un arrière goût de strychnine. Professeurs et étudiants doivent gérer seuls l'université, expliquent certains. Mais quel est le tiers exclus ? Le pouvoir d'état c'est implicite. Et la classe ouvrière ?

L'université est un élément de la société, le centre de formation de la main-d'œuvre très qualifiée. La classe ouvrière y a donc droit de regard. Mais alors la classe ouvrière peut-elle gérer l'université quand elle ne gère même pas son propre lieu de travail ?

Là est le problème : si nous prenons « autonomie » au sens littéral du terme nous revendiquons :

— Soit la coupure de tout lien entre université et société, ce qui est impossible.

— Soit le droit de gérer une partie d'une société globale, alors que le pouvoir d'état n'a pas été transformé, que le système de production capitaliste est toujours en place, et que donc l'université lui est toujours soumise.

Nous nous sommes battus pour occuper l'université, mais pas pour la gérer. Pas pour que ce soit nous (et non plus l'autorité administrative) qui organisons des examens, des cours, dont la fonction sociale n'est pas modifiée : éliminer et répartir les étudiants suivant les besoins du capitalisme. L'autonomie ça ne doit pas être le droit de cautionner la politique capitaliste à l'université.

Alors ? Le mot d'ordre d'autonomie est-il

faux ? Non, à condition d'expliquer pourquoi faire. L'autonomie de l'université c'est simplement le fait qu'elle est provisoirement paralysée dans ses fonctions sociales. Et qu'elle assure des fonctions politiques qui, elles, échappent au pouvoir et à la société capitaliste.

Il n'y a qu'en période révolutionnaire que l'avant-garde constituée, qui n'est qu'en gestation aujourd'hui, peut exercer un pouvoir réel. C'est alors un double pouvoir, bourgeoisie - prolétariat. Nous n'en sommes pas là, il s'en faut. Simplement, un mouvement particulièrement mobilisé, vues les conditions qui lui sont faites par la société capitaliste et les mouvements politiques a réussi à imposer sur son terrain un rapport de force instable, où il a provisoirement vaincu l'état bourgeois. Le rapport de force nous devons simplement l'exploiter pour donner à la crise qui s'amorce dans la classe ouvrière toute sa dimension politique : l'université est autonome en ce sens simplement qu'elle est le terrain (assemblée générale à la Sorbonne ainsi que commissions par exemple) où se rencontrent étudiants et ouvriers en lutte, où s'élabore l'avant-garde de demain. L'autonomie n'est pas une fin, mais un moyen, pas une revendication « universitaire » mais un moyen d'agitation politique. Nous occupons l'université de force, nous n'y assumons pas de pouvoir constitutionnel, nous ne passerons pas le pouvoir né de la rue à des commissions paritaires de gestion. L'autonomie de l'université n'est pas une revendication qu'on obtient mais une situation de force qu'on impose. Nous savons que nous ne resterons pas éternellement à la Sorbonne, qu'on nous en chassera mais ce sera par la force, comme sur les barricades.

Et peut-être alors, la crise politique ainsi déclenchée sera-t-elle mortelle pour le gaullisme.

# LA BRÈCHE

La première semaine de mai pèsera lourd dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République. La riposte foudroyante des étudiants et des lycéens à la vague de répression déclenchée par le pouvoir revêt une signification qui dépasse de très loin les problèmes de la jeunesse scolarisée. Pour en mesurer la portée, il faut se souvenir de la situation antérieure.

Depuis l'été dernier, nous vivons en pleine offensive gaulliste : pour rendre compétitif le grand capital français sur l'arène internationale, le pouvoir s'attaque systématiquement aux conquêtes fondamentales de la classe ouvrière. Les conditions de travail et d'existence des masses se sont dégradées, croissance du chômage, intensification des cadences, baisse du pouvoir d'achat, arbitraire patronal, telle est la réalité quotidienne des travailleurs.

Face à cette offensive du patronat et du pouvoir les « grandes organisations » de la classe ouvrière se sont avérées incapables d'organiser la riposte. Encroûtées dans l'électoratisme et respectueuses de la légalité, elles entendent livrer au parlement les batailles décisives contre le régime. Dans cette perspective, le problème crucial consiste à rassembler les 244 voix nécessaires à faire passer la motion de censure. La stratégie des luttes économiques et politiques des masses est subordonnée aux préoccupations parlementaires. Il est bon que les travailleurs manifestent leur mécontentement, mais il ne faut pas effrayer les alliés petits bourgeois. Il est bon qu'éclatent des mouvements grévistes, mais il faut éviter qu'ils tournent à l'épreuve de force ou paraissent s'en prendre à la propriété privée. C'est la grande période des processions traînant savates, des grèves tournantes, des pétitions. Au matin du 17 mai, l'« Humanité » met en garde en première page les manifestations « auxquelles le Bureau Politique n'est pas associé ».

Non seulement ces formes de luttes n'ont apporté aucun résultat, mais encore elles contribuent à démobiliser les masses.

La contestation parlementaire de la société parce qu'elle se situe scrupuleusement sur le terrain de la légalité bourgeoise, tend à sacraliser cette légalité.

Le projet politique qui vise non pas à renverser mais à aménager la société capitaliste, contribue à présenter cette société comme inébranlable. Il est à la fois l'expression et l'agent de la résignation devant l'ordre existant. Il suscite dans les masses qu'il contribue à maintenir passive, un sentiment d'impuissance devant les choses. Les formes d'opposition qui en découlent constituent un « hommage » indirect rendu au système par les forces qui prétendent le contester, mais qui s'y trouvent si profondément intégrées qu'elles se montrent incapables d'imaginer même un ordre différent.

## LES MURS IDEOLOGIQUES.

De nombreux journalistes ont comparé les manifestations du 13 mai 1968 à celles qui ont suivi le massacre de Charonne. Cette analogie est très superficielle : Ce n'est pas l'indignation face à la répression qui nous frappait qui nous a valu la sympathie des travailleurs. C'est la riposte déterminée que nous avons su opposer aux flics du pouvoir gaul-

liste. En rendant coup pour coup aux C.R.S. et gardes mobiles, en manifestant des jours entiers dans tout Paris, en dressant des barricades devant les cordons de police, nous n'avons pas simplement démontré que nous étions déterminés à vaincre. Nous avons également déclenché un immense processus de démythification. Nous avons montré que le pouvoir n'était pas tout puissant, que les gardes mobiles n'étaient pas invincibles, que les décisions ministérielles n'étaient pas sacrées, que l'ordre des choses n'était pas immuable. Notre victoire emportée au terme de l'épreuve de force a décuplé la portée de ce message. Pour des dizaines de milliers de travailleurs, notre combat a ouvert une perspective et permis un espoir. C'est pour cela que dès mardi 7 mai, ils sont venus nous prêter main-forte dans la rue. C'est pour cela que vendredi 10 mai, ils sont venus nous aider sur les barricades. C'est pour cela que, fait sans précédent, ils viennent depuis dimanche, par centaines, discuter avec nous dans les facultés. C'est pour cela qu'ils nous réservent un accueil chaleureux à la porte de leurs entreprises.

Au cours de ces contacts, nous avons pu mesurer l'immense sentiment de libération qui anime aujourd'hui de nombreux travailleurs d'avant-garde. Ce sentiment de libération provient de ce que pour la première fois depuis longtemps, vient de surgir la perspective de victoires possibles. Notre succès, gagné de haute lutte, a révélé la faiblesse du pouvoir face à un certain type d'affrontement. Il semble à bien des travailleurs que tout est possible.

La révolte s'est substitué à la protestation. La volonté de combat s'est substitué à la résignation. L'organisation pour la lutte s'est substitué à la soumission passive. Toutes les traditions, toutes les hiérarchies sont remises en cause. Les travailleurs, comme les étudiants ressentent le besoin impérieux de se réunir, de se concerter, pour déterminer ensemble ce qu'il convient de faire. Les autorités en place tremblent, se taisent, suggèrent concessions sur concessions.

Les techniques d'occupations directe et d'organisation à la base, inaugurée le 22 mars à Nanterre, se répandent comme une traînée de poudre. Le drapeau rouge flotte sur les usines Renault occupées comme sur la Sorbonne.

« Si les murs des prisons, des casernes et des arsenaux restent debout de façon durable — écrivaient Modzelewsky et Kuron — ce n'est pas parce qu'il sont construits en matériaux solides mais c'est parce qu'ils sont protégés par l'hégémonie de la classe dominante, l'autorité du pouvoir, la peur et la résignation devant l'ordre social en place — l'existence de ces murs idéologiques permet au pouvoir de s'installer en sécurité derrière les murs de brique. »

Par nos luttes, nous avons ouvert une large brèche dans « les murs idéologiques » qui se trouvent aujourd'hui profondément lézardés. — Le mouvement étudiant a bien joué son rôle de détonateur — maintenant la parole est aux usines. Puissent les travailleurs s'engouffrer par la brèche que nous avons ouverte afin de faire voler en éclat les murs de briques et de pierres qui protègent l'Etat Gaulliste !



# Luttes étudiantes, luttes ouvrières

## I. LE RÔLE HISTORIQUE DU PROLETARIAT

En France, le mouvement étudiant a fait preuve d'une maturité politique probablement supérieure à celle des mouvements italiens et allemands. Sa confrontation à un mouvement ouvrier profondément enraciné et fortement structuré contribue à l'expliquer. Ici, contrairement aux allégations du *Nouvel-Observateur*, l'idéologie marcusienne ne joue qu'un rôle très secondaire ; les militants d'avant-garde reconnaissent quasi-unaniment le rôle historique de la classe ouvrière tel que l'analyse la théorie marxiste.

Mais aujourd'hui cette compréhension dépasse largement le cercle restreint des militants politiques. Les masses étudiantes, au travers de leur expérience concrète, ont exploré les limites et l'horizon de leur action. Lors de la grève revendicative de Nanterre, ils ont compris que leurs volontés ne pouvaient être satisfaites quant au fond que si elles étaient reprises en charge par un puissant allié. Lors des combats de rue et des barricades, elles ont découvert que leur lutte contre l'état bourgeois et ses forces de répression ne pouvaient être menées à bien que si une force politique capable de résoudre l'ensemble des contradictions capitalistes venait les relayer. Désormais, le rôle historique du prolétariat n'est plus une simple abstraction conceptuelle mais une nécessité pratiquement éprouvée.

Pour opérer cette jonction nécessaire entre luttes étudiantes et luttes ouvrières, il existe une solution historiquement éprouvée : c'est le regroupement au sein d'un parti révolutionnaire des militants d'avant-garde sans distinction d'origine sociale : dans un tel parti « doit s'effacer toute distinction entre ouvriers et intellectuels » (Lénine). Et la plupart des étudiants qui animent les luttes s'accordent à dire que leur place serait dans un tel parti s'il existait.

Mais aujourd'hui, alors que les grands partis ouvriers n'ont plus rien de révolutionnaire, doit-on se contenter d'attendre que la « base » saine par définition se débarrasse des pontes et bureaucrates, et dans l'attente former à froid des théoriciens d'élite armés pour le grand jour qui ne luttent pas ? Nombre de groupes, groupuscules et particules se sont usés les dents sur ce problème.

## II. LES PARASITES ET LES SERVILES

L'originalité du mouvement actuel réside en ce qu'il tend à résoudre concrètement ce problème jadis insurmontable. Pour sortir de l'ornière, les militants d'avant-garde ont dû rejeter comme inopérantes plusieurs attitudes assumées par tel ou tel groupe :

### 1) Le parasitisme politique

En l'absence de luttes de masse, une organisation étudiante, le CLER (aujourd'hui mué qualitativement — dans le sens d'une régression et non d'un progrès — en FER) s'était spécialisé dans le gadget politique présenté sous forme de motions et d'objectifs. Il s'agissait en gros d'adresser aux organisations syndicales et politiques, « objectivement traîtresses aux intérêts de la classe », des mises en demeure verbales : « Êtes-vous pour les « comités de grève » ? », pour « la manifestation centrale », pour les « 3.500 jeunes à la Mutualité », etc. ?

Et si la réponse (souvent prévisible) était non, on dénonçait les bureaucrates. Sur la base de ces dénonciations successives, il est toujours possible de recruter quelque élément

mécontent ou aigri, c'est-à-dire de se nourrir des queues et reliquats des luttes d'autrui. (Ce qui explique peut-être la médiocrité du recrutement du CLER). C'est ce qui s'appelle du parasitisme politique : gonfler sa baudruche par un processus de dénonciation, escalade qui ne peut exister que par rapport à autrui, au détriment de l'initiative politique propre.

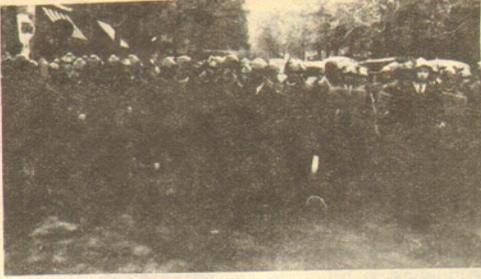
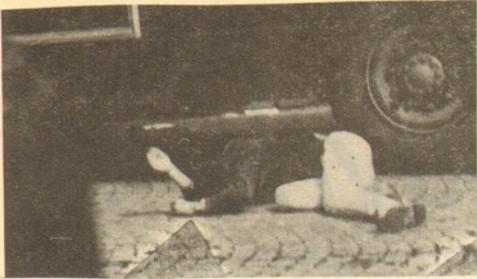
Mais il ne s'agit là que d'un mouvement décadent, dont la survie était liée à la stagnation des luttes. Dès que l'histoire se met en marche, ces éléments en descendent et s'éloignent. C'est ainsi que symboliquement, ils ont quitté les barricades jugées par eux criminelles et aventuristes.

Autrement intéressant pour nous est le raisonnement ratifié par la formule :

### 2 « Servir le peuple »

Puisqu'ils s'agit-là de gens qui se réclament, à grands renforts de parenthèses, du marxisme-léninisme, nous en référons sans dogmatisme à Lénine. La référence n'est pas ici un simple procédé scholastique, elle est justifiée par la situation même. Dans les années 1898-1902, il n'existe pas en Russie de parti révolutionnaire. En luttant contre divers courants du mouvement ouvrier, Lénine travaille à sa construction. Et alors aussi, florissaient les groupuscules avec leurs variantes réformistes, populistes, écono-





mistes. Il n'est pas étonnant aujourd'hui, étant donné la social-démocratisation politique et organisationnelle du PC, de voir resurgir toute une gamme diversifiée de groupes qui parfois répètent à quelques variantes près, les événements d'antan.

Il faut, disent nos camarades M.L., se mettre au service du peuple, se placer sous l'autorité des travailleurs, faute de quoi le mouvement étudiant est réactionnaire. Mais qui détermine l'autorité des travailleurs ? Ce ne sont pas, et tout le monde se réconcilie sur ce point, leurs organisations (r) (lisez révisionnistes). Alors ce serait le problème individuel qu'on rencontre dans les files de chômage ou à la sortie de l'usine.

Pour un léninisme bien compris, sinon bien compilé, une telle attitude relève de la monstruosité. Il y est reconnu que l'ouvrier atomisé, isolé, n'est pas le porteur de la conscience de classe, il est tout au plus le porte-parole des intérêts limités, parcellaires, corporatistes, de telle fraction particulière du prolétariat. La conscience de classe n'est pas quelque chose de spontané et d'immanent au prolétariat ; elle ne peut lui venir que « du dehors ». « L'histoire de tous les pays atteste que par elle-même la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste (...) Et la politique trade-unioniste est la politique bourgeoise de la classe ouvrière ». (Lénine).

Tous ceux qui se figurent que le mouvement ouvrier est capable par lui-même d'élaborer une idéologie indépendante, à condition que les ouvriers arrachent leur sort des mains des dirigeants, sont dans l'erreur affirme également Lénine. Car le socialisme et la lutte des classes surgissent d'abord parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre. La conscience socialiste ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique de l'ensemble de la société. « Or le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les intellectuels bourgeois ». (Lénine reprenant Kautsky). Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit seulement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise ; « le trade-unionisme, c'est l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie ».

De façon très condensée, Lénine dès avant « Que faire ? », dès les trois articles à la Rabotchaïa Gazeta, détenait la réponse de fond :

« Qu'est-ce que la lutte de classe ? Lorsque les ouvriers affrontent leurs patrons ce n'est qu'un faible embryon. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière ont conscience de former une seule et même classe et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron, mais contre la classe des capitalistes toute entière et contre le gouvernement qui la soutient. « Toute lutte de classe est une lutte politique ». On aurait tort de comprendre ces paroles célèbres de Marx en ce sens que toute action des ouvriers contre les patrons est toujours une lutte politique. Il faut les comprendre ainsi : la lutte des ouvriers contre les capitalistes devient nécessairement une action politique dans la mesure où elle devient une lutte de classe ».

Affirmer simplement aujourd'hui que la tâche des étudiants progressistes est de se mettre au service des travailleurs, c'est faire preuve d'une incompréhension totale du rôle historique et conjoncturel du mouvement étudiant. Déjà en 1902 des gens étaient apparus qui, disait Lénine « se mettaient à genoux pour contempler reli-

gieusement le postérieur du prolétariat russe ». Gageons que nos mandarins en mal de prolétaires, ne trouveront pas, après 40 ans de stalinisme, le postérieur du prolétariat français plus reluisant que celui de son homologue slave.

Se contenter d'annoncer que le prolétariat est seul résolu à mener la lutte jusqu'au bout, c'est se contenter d'une abstraction théorique là où nous avons un problème politique concret à résoudre, c'est prendre la politique pour un simple reflet de l'économie, c'est encore une fois ravalier le marxisme au rang d'un économicisme vulgaire. De même qu'il était stupide de se mettre au service des Vietnamiens parce que les Vietnamiens ne peuvent juger à notre place des possibilités d'action qui sont les nôtres, de même il aurait été criminel pour les avant-gardes de mettre les étudiants au service des travailleurs au lieu d'utiliser le mouvement étudiant comme un révélateur politique pour la société dans son ensemble.

« A l'époque de l'impérialisme, dans tous les domaines de la vie sociale, on voit s'accumuler des matières inflammables et se créer de nombreuses causes de conflit, de crise et d'aggravation de la lutte des classes. Nous ne savons pas, nous ne pouvons savoir — dans cette masse d'étincelles qui jaillissent maintenant de partout — quelle étincelle pourra allumer l'incendie dans le sens d'un éveil particulier des masses. Aussi devons-nous mettre en action les principes communistes pour préparer tous les terrains, même les plus anciens, les plus amorphes, les plus stériles en apparence, sinon nous ne serons pas à la hauteur de notre tâche, nous serons exclusifs, nous ne prendrons pas possession de toutes les armes ».

### III. DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

Précisément, alors que le mouvement ouvrier se place sur le terrain choisi par le gaullisme en faisant de la classe ouvrière une simple force de contestation, en transformant les manifestations en simples démonstrations, le mouvement étudiant, par sa lutte déterminée, parce qu'il a rejeté les méthodes des partis traditionnels, a mis le gouvernement et la gauche au pied du mur, non plus verbalement, mais réellement, dans la rue et aux yeux de tous. En se mobilisant de façon indépendante, au risque de se couper de « la classe », il a suscité les lieux de jonction réels : par les manifestations de rue, par les barricades, par l'occupation des facultés où sont venus lutter et discuter des travailleurs de plus en plus nombreux. Ce n'est donc ni avec l'appareil ni avec des individus isolés que s'est opérée la jonction avec la classe ouvrière, mais au travers de l'action, avec les militants d'avant-garde de la classe ouvrière.

C'est pourquoi pour nous la grande manifestation du 13 mai est un succès. Quiconque avait encore des illusions sur les appareils politiques et syndicaux peut-être déçu, mais quiconque n'avait pas d'illusions doit être satisfait. En imposant au gouvernement, par un affrontement de rue, une première défaite importante, nous avons contraint les syndicats à organiser la mobilisation qu'ils n'avaient pas voulu ou pas su organiser contre les ordonnances. « Ça bouge » ; et c'est ce qui importe. Le million de travailleurs qui a défilé le 13 mai, même s'il est rentré au bercail, ne s'est pas déplacé pour rien. Il a pris conscience de sa force, il a marqué sa volonté de s'exprimer, il ne considère plus les étudiants comme des gauchistes enragés. Voilà l'acquis.

A présent, en poursuivant son action, le mouvement étudiant peut accélérer la crise du régime et des partis de gauche. Maintenant, nous ne nous battons plus sur des problèmes limités au domaine universitaire, mais pour la démission de Fouchet et Grimaud, c'est-à-dire contre l'Etat gaulliste lui-même. A long terme, cette lutte ouvre deux issues possibles qu'il faut dès à présent avoir à l'esprit :

1) ou bien une fascisation du régime dont nous avons entrevu ces dernières semaines quelques prémices. Et le danger est considérable. Dans un contexte économique difficile, l'éventualité doit être envisagée avec d'autant plus de sérieux « que les forces démocratiques » n'offrent en contre-partie aucune garantie politique réelle.

2) ou bien l'accession au pouvoir de la gauche unie. Mais alors, la troïka Waldeck-Mollet-Mitterand ne viendra pas au pouvoir au terme d'une simple opération parlementaire, mais sur la base d'une réelle mobilisation de masse. Un régime à vocation wilsonienne, parvenue au pouvoir dans ces conditions, ne pourrait, à terme, qu'accroître la désaffection à son égard des militants ouvriers. Alors pourront se dégager beaucoup plus nettement divers éléments constitutifs d'un parti révolutionnaire (courant d'opposition dans le PC, les syndicats ouvriers et enseignants, regroupements adultes, organisations de jeunes).

Voilà les résultats et les perspectives offertes par des luttes étudiantes qui, dirigées par des militants d'avant-garde, et conçues sur un mode non boutiquier, ont déverrouillé, débloqué la situation politique. Désormais la jonction militante et non pas carriériste ou parasitaire, avec les luttes ouvrières devient possible.

D.B.

N.B. — Toutes les citations de Lénine sont tirées des « Trois articles à la Rabotchaïa Gazeta », de « Que faire ? » et de « La maladie infantile ». Elles sont livrées sans référence de page pour inciter les amateurs de petits livres à lire les textes intégraux.



# Les C.E.T. dans le mouvement

La vague de fond qui déferle dans la jeunesse progresse par couches concentriques vers la classe ouvrière.

Les élèves des CET parisiens, où sont formés les ouvriers professionnels destinés directement au patronat, se soulèvent à leur tour.

Pour certains depuis plus d'une semaine, des dizaines de collèges, Turquetil, Levallois, Duménil, Reuilly, Corvisard, Roquette, Corbeille-en-Parisy, etc., sont en grève. Le mouvement gagne maintenant de nouveaux centres.

Victimes d'une réforme qui tend à une formation professionnelle accélérée éliminant l'enseignement général, victimes du chômage et de la déqualification, car il est fréquent qu'un jeune ouvrier muni d'un CAP ne trouve — s'il en trouve — que des emplois de manoeuvre, victimes d'une répression particulièrement brutale de l'administration des établissements, travaillant dans des conditions d'hygiène déplorable (les CET sont fréquemment installés dans de vieilles usines désaffectées), nos camarades des CET, spontanément, sans demander la permission de quiconque, ont arrêté le travail, parfois occupé les locaux et le standard.

Déjà ils créent eux-mêmes des formes d'organisation de leur mouvement, élisent des comités d'action, établissent des contacts entre collèges. Ils affirment — oh scandale ! — le droit de discuter politique et sexualité au CET.

Face à un corps professoral en majorité réticent ou hostile, imbu de son « autorité » ou prisonnier de réflexes paternalistes, face à une administration qui, momentanément débordée, ne tardera pas à contre-attaquer par la répression ou en essayant d'absorber le mouvement sous la forme d'une quelconque association des comités au Conseil d'administration.

Face au patronat, qui pèse directement sur la gestion des CET, l'établissement des programmes et des sujets de CAP, nos camarades ne doivent pas rester isolés. La solidarité concrète des CAL et des comités d'action, étudiants doit leur être acquise, leur lutte popularisée et étendue.

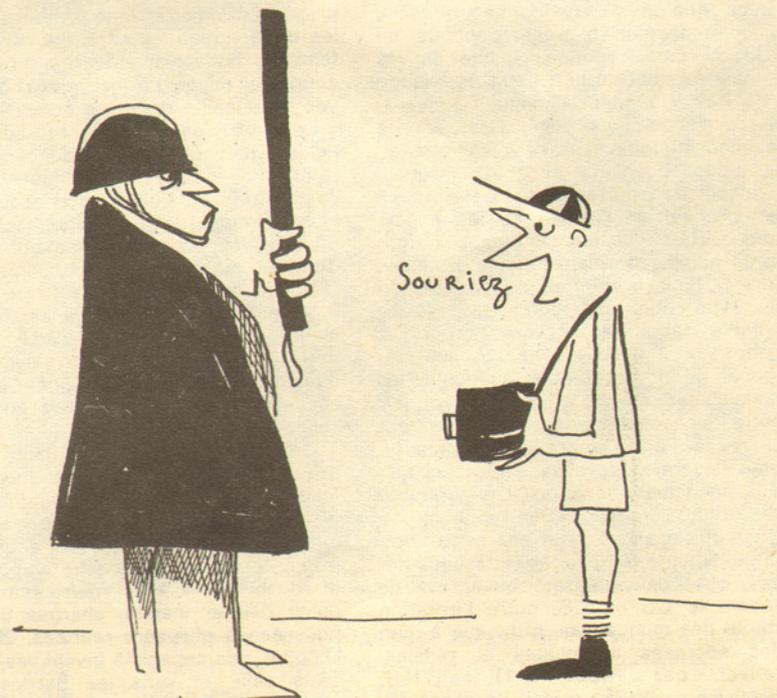


# 4 500 JEUNES A LA MUTUALITÉ

Le meeting de la jeunesse communiste révolutionnaire, s'est tenu comme prévu jeudi 9 mai 1968, dans la grande salle de la Mutualité sous la présidence du camarade Henri Weber. Les dirigeants des mouvements étudiants italien, belge, espagnol, hollandais, invités par notre organisation, sont venus exposer les problèmes auxquels ils se trouvent confrontés et nous ont fait part de leur expérience. Le gouvernement français avait refoulé les dirigeants de la SDS de Berlin, les camarades Semmler et Rabehl, à leur arrivée à Orly. Mais le salut du SDS nous fut tout de même apporté par un troisième délégué, venu par la route. Ernest Mandel et Massimo Gorla traitèrent de la signification et de la portée des luttes de la jeunesse dans les pays capitalistes d'Europe occidentale. Nos camarades Alain Krivine et Daniel Bensaid développèrent longuement les positions de la JCR sur le mouvement étudiant en France :

En raison des « circonstances », nous avions décidé dans l'après-midi de modifier le caractère de notre meeting. Au cours d'un sit-in spontané devant la Sorbonne, nous avons invité les étudiants de toutes tendances à venir débattre le soir, à notre réunion, du sens et des perspectives du mouvement. Aussi dès 22 h 30 et jusqu'à 1 h du matin une intéressante discussion s'est ouverte, au cours de laquelle toutes les organisations engagées dans la lutte prirent librement la parole.

La JCR se félicite de ce que la première « réunion libre » du mouvement étudiant ait pu se dérouler sous son égide.



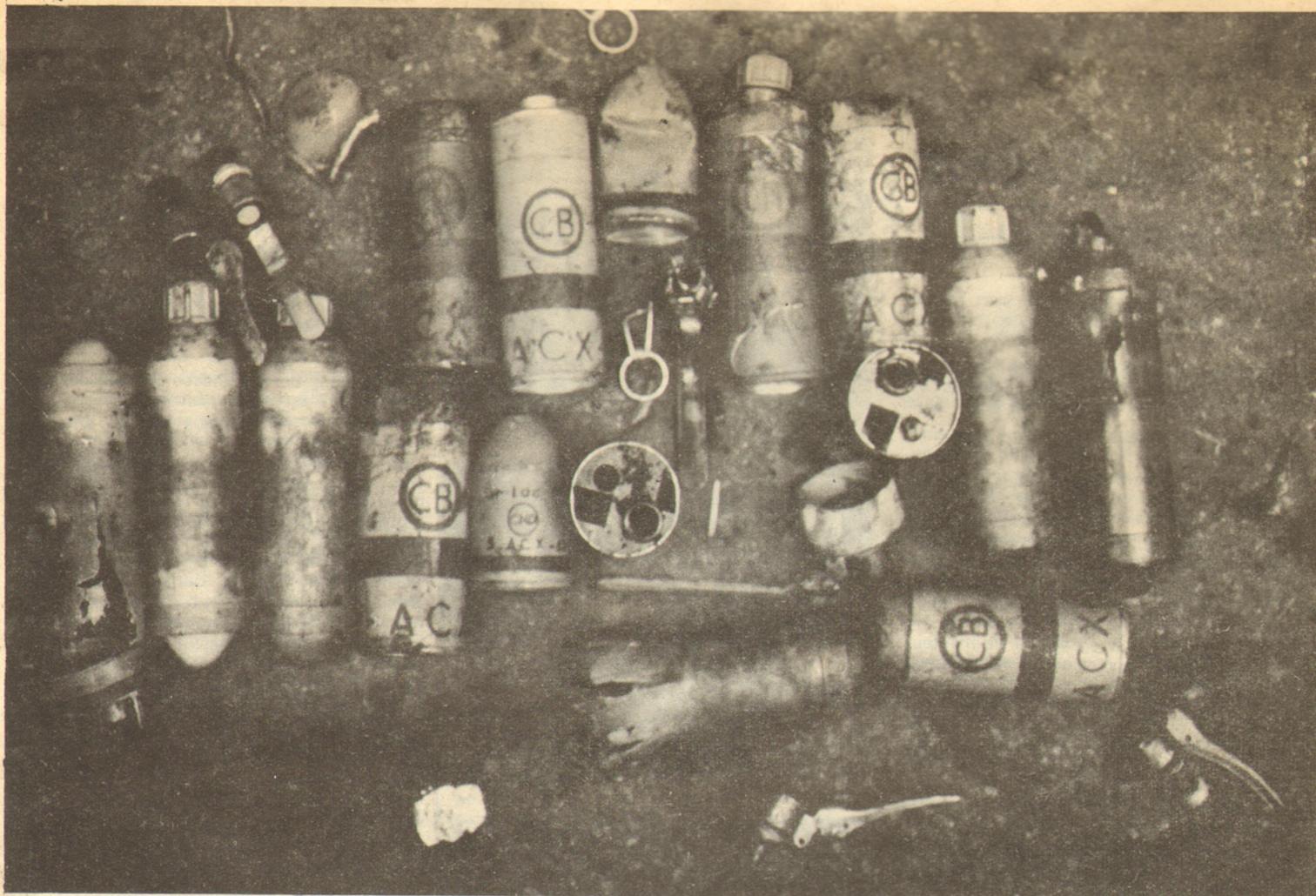
déjà les CRS font la joie des touristes

## DOCUMENTS J.C.R. DISPONIBLES.

- Mouvement ouvrier, stalinisme et bureaucratie (H. Weber)
- Textes du Premier Congrès National
- Révolution et contre-révolution en Indonésie
- Israël et la révolution arabe

## DOCUMENTS DIFFUSES PAR LA J.C.R.

- Où va le Parti ?
- Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais (Kuron et Modzelewski)



Détonateurs de grenades au phosphore, cuiller (longue) de grenade offensive, grenade au CB ou CS (marquée), cricket au CN (marqué), bombe au chlore (non marquée), engins ramassés sur les barricades de la rue Gay-Lussac au matin du 11 mai 1968.

« ... En toutes circonstances et en tous lieux, lors de ces journées troublées, les unités chargées du maintien de l'ordre n'ont fait qu'exécuter, comme par le passé, les instructions données par l'autorité supérieure. »

(Communiqué du Syndicat des gradés de la police nationale. « Le Monde », 17 mai 1968.)

Flics, flics « calottés », gendarmes mobiles, brigades anti-émeutes en treillis, soldats de métier, C.R.S., pendant une semaine entière l'Etat a montré au Quartier Latin le visage sinistre de ses « bandes d'hommes armés ». Matraques perfectionnées pour briser les os du crâne, mousquetons à crosses énormes et à angles aigus, boucliers en tôle, casques, lunettes, le tout transporté dans les classiques petits cars Renault et Citroën ou les engins blindés des C.R.S. Plus les motopompes dont le jet tue un homme de plein fouet à 5 mètres et qui furent, pour la première fois, emplies de liquide acide conçu pour défigurer...

Le véritable délire de la répression a cependant été atteint avec les gaz. Aucun démenti officiel ne pourra rendre caduques les preuves amassées et les affirmations du Dr Kahn : outre les lacrymogènes classiques, ont été employés à Paris, contre une population estudiantine désarmée, les gaz CN et les gaz CS ou CB, hautement toxiques. Une grenade « cricket » (photo ci-dessus) en contient de 0,6 à 3 g : à 30 mg par m<sup>3</sup>, ce gaz est mortel, c'est son inventeur, le général Rotschild, qui l'a affirmé. A des degrés moindres de concentration, le CS ou CB, outre l'irritation insupportable des muqueuses, provoque à long terme des nécroses hépatiques et rénales. Mais cela n'était pas suffisant : le 11, les C.R.S. eurent recours à l'orthochloracétophénol qui dégage de l'acide chlorhydrique et des phénols. Ce gaz, affirment les autorités, est « inefficace ». Pourquoi alors, certains C.R.S. portaient-ils des masques à gaz ? Et pourquoi le bruit court-il avec insistance que les C.R.S.

sans masques sont aujourd'hui hospitalisés ? D'autres grenades ont également été utilisées au cours de la « nuit des barricades » : grenades incendiaires au phosphore, grenades offensives... Des balles à blanc ont été retrouvées rue Gay-Lussac...

Après le nettoyage par les gaz, devaient venir les « ratonnades », elles aussi hors de proportion : matraque systématique de tous les civils, grenades dans les cafés, les appartements, les caves, blessés arrachés aux secouristes, médecins matraqués, otages conservés sans soins dans les commissariats...

Le chiffre des blessés est considérable. Si les services officiels en donnent 805 pour le 6 et 427 pour le 11, il faut bien voir que ces chiffres sont déjà en dessous du total de ceux donnés par les différents hôpitaux. Il y a des aveugles, des comateux, des amputés de bras ou de jambes...

Nul ne peut affirmer de façon absolue qu'il y ait eu des morts, tant il est facile d'en camoufler la réalité : disparition de registres, trous de mémoire, pressions sur les individus, diagnostics trafiqués (« accident sur la voie publique »), morts sans familles pour les rechercher...

Ce qu'il importe de souligner, c'est le nombre relativement peu élevé des victimes en égard à la férocité de la répression. Ce fait tient avant tout au niveau de conscience politique et organisationnel de ceux qui ont affronté la police, et à leur courage : combats à 10 m des C.R.S., barricades tenues jusqu'au dernier instant, charges de policiers repoussées à plusieurs reprises, 251 policiers à l'hôpital, des capacités inventives surprenantes. Sans cela, et sans les barricades et leurs pavés, l'agression des C.R.S. contre ceux qui occupaient le Quartier eut été un vrai massacre. Mais les C.R.S. ont eu peur : énervés par l'attente, fatigués par leurs voyages, handicapés par la trouille, ils ne se sont nullement battus au sens propre du mot : nettoyage aux

gaz, puis charges à 10 ou 20 contre un sur des combattants déjà « groggy ». La férocité vient souvent de la lâcheté même.

La manœuvre de ceux qui appelèrent à quitter les barricades, la manœuvre de ceux qui tentèrent d'empêcher le dépavage des rues apparaissent, à la lumière de la férocité policière, comme des actes proprement contre-révolutionnaires, des trahisons qui ne méritent aucune excuse.

Quant à la véritable responsabilité de l'affaire, elle ne doit pas faire de doute. La DEMENCE des moyens employés (gaz de guerre utilisés au Vietnam, interdits par la Convention de Genève et dont personne en France ne connaît la thérapie), effraie et indigné, mais surtout éclaire, aussi bien que le fait que les C.R.S. aient été parfois victimes de leurs propres armes : les forces d'intervention sont entraînées à sévir, dressées dans la haine, elles ignorent jusqu'aux armes qu'elles emploient et aux conséquences de leurs actes. Elles ne sont pas responsables. Elles viennent d'être démystifiées quant à leur invulnérabilité. Elles doivent l'être quant à leur autonomie : elles ne font qu'exécuter, dans les 2 sens du mot. Le Ministre de l'Intérieur et le Préfet de Police, en ordonnant le « nettoyage » du Quartier, ne croyaient certainement pas que ce nettoyage se ferait dans le calme. Ils connaissaient leurs « hommes » (c'est leur métier). Ils connaissaient surtout leur armement. Ils connaissaient les conséquences d'un affrontement entre étudiants et policiers. Ils ont froidement donné l'ordre de charger, autorisé les grenades de guerre, permis les ratonnades, cautionné les blessés et les morts. Nous devons exiger que les responsables de « l'ordre républicain » qui ont pu livrer plusieurs milliers d'étudiants à la démente des armes des C.R.S., ne continuent pas à exercer impunément leurs fonctions répressives. Nous devons exiger la démission de MM. Fouchet, ministre des gaz, et Grimaud, préfet de la matraque.